



USR-CGT 18
8 Place Malus
18000 BOURGES

LE 24 FEVRIER 2010
ALLEZ LES RETRAITÉS(ES) TOUS ENSEMBLE !

POUR DES PENSIONS DE RETRAITE **PÉRENNES ET DÉCENTES**

Lors de ses vœux à la Nation, le Président de la République a annoncé que « le pouvoir d'achat a continué à progresser pendant la crise ». Cette affirmation est un mensonge et une insulte par rapport à ce vivent les Retraités. En effet, depuis plusieurs années, notamment depuis 1993, les retraités subissent une baisse continue de leur pouvoir d'achat, de l'ordre d'au moins 15 %.

CE QUE LES RETRAITES VIVENT

En 2008, une revalorisation moyenne des pensions de 1,36 % pour une inflation de 2,8 %.

En 2009, le report d'augmentation au 1^{er} avril a entraîné une revalorisation réelle de seulement 0,75 % sur l'année, revalorisation annulée par les différentes augmentations sur les dépenses de santé et d'alimentation, les assurances, les mutuelles, l'électricité, etc...

Pour 2010, les Retraites ne diminuerons pas dit le gouvernement, mais celui-ci laisse entendre que les retraités « pourraient avoir touché un trop perçu » en 2009. Alors quelle augmentation, 0,5 % comme le SMIC ou 0,7 % comme le Medef voudrait faire sur les retraites complémentaires.

Les chiffres situent une moyenne des pensions à 1.212 €uros, soit 135 € inférieurs au SMIC.

Et sur les 14 millions de retraités, 4,5 millions perçoivent le minimum contributif (590,33 €), plus la retraite complémentaire moins de 150 €, soit 55 % du SMIC brut et plus de 5 millions entre 800 et 1.000 €uros.

La situation des femmes est particulièrement difficile. 64 % d'entre elles perçoivent moins de 900 € par mois, une sur trois moins de 700 €, soit 52 % du SMIC Brut.

DES CADEAUX POUR LES RICHES ET LES ACTIONNAIRES

Les mesures prises par le Président de la République accentuent et développent la pauvreté et rendent les riches encore plus riches.

Le patronat a droit à des cadeaux royaux, l'impôt sur les sociétés cotées au CAC 40 est de 8 % au lieu de 34,4 % inscrit dans la loi.

Les exonérations de cotisations sociales pour les entreprises représentent 30,7 milliards d'€uros **SANS AVOIR CREE LE MOINDRE EMPLOI** et comme par hasard, c'est l'équivalent du «DEFICIT» de la SECURITE SOCIALE.

Après que des centaines de milliards d'€uros et de dollars d'argent public aient été injectés dans le système économique et financier mondial, force est de constater que la spéculation financière est repartie de plus belle, tout comme les dividendes des gros actionnaires, les taux de profit et les retraites chapeau.

Ainsi, le réel problème, c'est celui du partage des RICHESSES. En effet, dans le Produit Intérieur Brut, c'est-à-dire les RICHESSES CREEES par le TRAVAIL, la part des SALAIRES qui en 1985 était de 70 % est aujourd'hui de 60 %, alors que la PART des PROFITS est passée de 30 à 40 %. Ainsi ce sont environ 180 milliards d'€uros qui ont été DETOURNES et qui MANQUENT pour l'EMPLOI, les SALAIRES, les RETRAITES, la SANTE, la FORMATION.

CE QUE LES RETRAITES VEULENT

On le voit bien, de l'argent il y en a pour satisfaire les revendications des retraités. Au moment où la question du droit à la retraite et de son financement est posée, agir pour l'augmentation des pensions c'est aussi participer à la défense du système par répartition. C'est s'opposer à la baisse programmée des pensions qui pourraient détourner les jeunes de notre système solidaire.

Les retraités ne sont pas un coût, ils sont un des moteurs du développement de la société et, comme tels, revendiquent les moyens de vivre dignement, comme citoyen à part entière, avec un pouvoir d'achat préservé. Les revendications des retraités font partie des solutions pour gagner une société de progrès social, de développement durable, plus solidaire : une société pour tous les âges.

Pas plus que les SALAIRES et les CHOMEURS, les RETRAITES ne sont pas responsables de la crise comme on voudrait nous le faire croire.

Ils exigent du GOUVERNEMENT et du MEDEF :

- Une **augmentation** immédiate d'au moins 200 € du montant total des retraites, en terme de rattrapage, les RETRAITES COMPLEMENTAIRES ETANT AUSSI CIBLEES.
- La **fixation** du minimum de retraite au niveau du SMIC.
- Le **retour à l'indexation** des pensions et retraites sur l'évolution du salaire moyen.
- Le **relèvement** de la pension de réversion à 75 % de la retraite initiale.
- La **revalorisation** annuelle des pensions au 1^{er} janvier.

LE 24 FEVRIER, les RETRAITES(EES) SE FERONT ENTENDRE DANS TOUT LE PAYS.

Avec la CGT, dans l'unité syndicale,

au niveau national TOUTES LES ORGANISATIONS,
dans le CHER à l'appel CGT, CFDT, FO, FSU, FGR-FP

MANIFESTATIONS et RASSEMBLEMENTS dépôt de MOTIONS (Préfet, Medef, Parlementaires)

BOURGES	10 h 00	Palais d'Auron
VIERZON	10 h 30	Forum République
ST-AMAND	10 h 30	Place Carrée
LA GUERCHE	10 H 30	Place du Général de Gaulle